

Les subsides

l'Emploi et de l'Immigration (M. Bouchard) se lève un vendredi matin sur les ordres du premier ministre et il déclare solennellement, après avoir vu tous ces rapports, après avoir dépensé cet argent: Je vois qu'il y a des différences d'opinions entre tel groupe et tel groupe. On s'assoit sur notre «steak» et on ne fait rien.

C'est cela la volonté, le courage politique de ce gouvernement.

Mais qui paie pour cela? Qui paie pour des «folleries» semblables en plus des sept à huit millions gaspillés de l'argent des contribuables? Ce sont tous les travailleurs et travailleuses qui travaillent à temps partiel, qui vont continuer à être pénalisés, à ne pas avoir droit aux pleines prestations d'assurance-chômage, aux avantages, ce sont toutes les personnes qui vont être en congé de maternité, en congé de maladie. Lorsqu'arrivera un conflit de travail, à l'occasion d'une grève ou d'un *lock-out*, ces gens-là seront pénalisés et perdront leurs prestations parce qu'on les considère des employés en état de grève alors que le comité de la Chambre était unanime avec des députés conservateurs que ces choses-là soient modifiées.

Monsieur le Président, j'ose espérer aujourd'hui, et je termine là-dessus, qu'il y ait au moins un député conservateur qui s'ouvre les yeux, un député conservateur qui ait pris connaissance et lu le texte d'Alain Dubuc dans le journal *La Presse*, un gars reconnu pour sa réputation intègre, honnête, et ses compétences et qui dit clairement quelles sont les conséquences d'exemption de gain de capital, qui prévoit ce qui va arriver dans la réforme de la fiscalité, mais il faut une chose, il faut que les gens ici—au-dessus de la couleur politique—se lèvent et disent au premier ministre, comme l'ensemble de la population avait dit: Ne touchez pas aux personnes âgées, ne mettez pas une taxe sur les produits alimentaires.

Monsieur le Président, je termine, il est essentiel et fondamental que, dans chaque circonscription, la population qui nous écoute aille voir son député, peu importe la couleur politique, et lui fasse remplir une feuille s'engageant comme quoi son député, peu importe le parti politique, s'opposera, votera contre toute mesure qui aura pour but de mettre une taxe sur les produits alimentaires parce que c'est un bien essentiel.

Monsieur le Président, je préviens le premier ministre qu'il va y avoir une campagne nationale, qu'il va y avoir des chefs de file dans chacune des circonscriptions et que chaque député de cette Chambre sera visité et la population se rappellera de ceux et celles qui auront dit: Moi, je ne signe pas pour empêcher qu'il y ait une taxe sur les produits alimentaires, parce que je suis d'accord à ce qu'on vous taxe les produits alimentaires. La population s'en rappellera aux élections suivantes.

• (1640)

[Traduction]

M. Redway: Monsieur le Président, que fait-on lorsqu'on est membre d'un parti qui n'a pas de politique ou qui a des politiques contradictoires, comme celui du député?

A l'instar de bon nombre de ses collègues, le député a décidé de semer la crainte et la confusion dans l'esprit du Canadien moyen au sujet de la réforme fiscale, et notamment de la taxe sur les produits alimentaires, et pourtant, il n'a pas le moindre élément de preuve.

Je trouve qu'il a du culot à revendre. Il a fait partie du gouvernement qui a instauré le crédit d'impôt à la recherche scientifique qui a privé les contribuables et les pauvres de plus de un milliard de dollars. C'est son gouvernement qui a instauré des abris fiscaux pour les investissements dans des choses comme les yachts et les véhicules de plaisance. Il a bien du culot.

C'est son gouvernement qui a instauré le fractionnement des revenus, qui a permis de réduire les impôts par le biais de prêts sans intérêts. Son gouvernement n'a pas imposé d'impôt minimum aux nantis, contrairement au gouvernement actuel.

C'est à son gouvernement que nous devons les arrangements concernant les avoirs miniers restreints qui ont permis à certaines personnes d'économiser des impôts sur le dos des contribuables. Son gouvernement a permis d'avoir recours à des fiducies pour commercialiser des émissions d'actions de façon à distribuer des revenus et capitaux sans devoir payer d'impôt. C'est son gouvernement qui a permis d'avoir recours au partenariat dans les prises de contrôle de sociétés afin d'augmenter le montant des déductions fiscales et d'escroquer les contribuables.

C'est aussi son gouvernement qui a intégré à la Loi de l'impôt sur le revenu des dispositions permettant de s'arranger pour différer l'impôt sur le traitement et rouler ainsi les contribuables. Son gouvernement a instauré le crédit d'impôt sur les investissements qui est progressivement supprimé par le gouvernement actuel. C'est son gouvernement qui a instauré la déduction pour inventaire dont le gouvernement actuel se débarrasse progressivement aussi.

Voilà toute une série de mesures instaurées par le député et son gouvernement pour escroquer les contribuables. Et il ose nous dire que nous devrions faire preuve de compétence et avoir confiance en lui, que nous devrions croire ce que lui ou son parti nous disent.

[Français]

M. Malépart: Monsieur le Président, je ne sais pas si le député y a été ou vient de la planète Mars, mais il ne lit pas les